

ATELIER DE « REFLEXION SUR LA GESTION DURABLE DE LA RESSOURCE EAU DU BASSIN VERSANT DU FLEUVE CONGO »

Ecole de Santé Publique, UNIKIN, du 31 janvier au 2 février 2006

RAPPORT GENERAL

Sous l'égide du PNUD, les travaux de l'Atelier de Réflexion sur la gestion durable de la ressource en eau du bassin versant du fleuve Congo, organisés par l'Université de Kinshasa et l'Université du Québec à Montréal se sont déroulés à Kinshasa, à l'Ecole de Santé Publique, au Campus Universitaire de Kinshasa, du 31 janvier au 2 février 2006.

Ont participé à cet Atelier les représentants de l'espace présidentiel, des Ministères, des institutions publiques, des institutions de recherches scientifiques, des Universités, du secteur privé, des ONG et de personnes ressources indépendantes impliqués dans le domaine de gestion des ressources en eau.

La modération a été assurée par le Professeur KASENDE Okuma, Doyen de la Faculté des Sciences, la supervision des travaux a été faite par les Professeurs MITI Tseta, ALONI Komanda et Jean-Pierre SCHIMT et le rôle de rapporteur par le Professeur TABA Kalulu, secondé par l'Assistant Fils MAKANZU Imwangana.

Les objectifs poursuivis par ces ateliers sont les suivants :

- réfléchir et préciser les avenues scientifiques, pratiques et administratives requises à la R.D.Congo pour une exploitation durable de la ressource eau du bassin versant du fleuve Congo, compte tenu des diverses déclarations internationales et des aspirations régionales pour l'obtention des eaux du bassin du Congo ;
- définir une ébauche de structure d'organisation scientifique et de gestion, capable d'offrir aux différents acteurs concernés les éléments scientifiques nécessaires pour la prise des décisions sur la gestion rationnelle et durable de l'eau du bassin du fleuve Congo ;
- décider de réaliser sous l'égide du Secrétariat International de l'eau (SIE) un livre Bleu de la RD.Congo ;
- de jeter les bases d'une réflexion sur le premier colloque International sur la problématique de l'eau en R.D. Congo au cours de cette année, 2006.

Rapport général

I. Cérémonie d'ouverture

La séance solennelle d'ouverture a connu trois (3) temps forts ; à savoir :

1. le mot de bienvenue présenté par le Recteur de l'Université de Kinshasa, le Professeur LUTUTALA Mumpasi ;
2. l'allocution de Monsieur Roberto Valent, Directeur Pays a.i. du PNUD, lue par le Professeur MUKOKO Samba et
3. le mot d'ouverture de l'atelier de S.E Monsieur le Ministre de l'ESU, prononcé par son Directeur de Cabinet Adjoint.

Dans son mot, le Recteur de l'UNIKIN a remercié les participants venus nombreux prendre part à cet atelier. Il a souligné que l'Université demeure le plus grand laboratoire au sein duquel des chercheurs disponibles peuvent mettre leur savoir au service de la nation.

L'eau est une ressource que nous possédons a –t-il dit mais si elle est mal gérée peut nous amener à de conséquences dramatiques. Si hier, c'était la guerre du COLTAN, demain peut-être sera celle de l'eau

Le Représentant du Directeur Pays a.i du PNUD, a souligné l'engagement de son institution depuis de longues années, à la lutte pour la protection des écosystèmes et dans ce contexte la ressource eau revêt une importance capitale.

Il a rappelé qu'au niveau mondial, plus de 1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau et plus de 2,4 milliards de personnes n'ont pas accès aux services d'assainissement de base, et, c'est en Afrique que les indicateurs d'accès à ces services vitaux sont les plus bas. Face à cette situation, le PNUD propose la nécessité d'une approche intégrée en matière de gestion des ressources en eau.

Il a ajouté que le PNUD jouera un rôle de plaidoyer tant au niveau des autorités nationales qu'auprès des bailleurs de fonds pour des résultats de cet atelier.

Le Directeur de Cabinet Adjoint du Ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire a présenté les excuses de Monsieur le Ministre empêché et a déclaré ouvert les travaux dudit atelier.

II. Note d'orientation

Le Professeur Félicien MITI de l'Université de Kinshasa a fixé les participants sur le fait que le monde connaît une explosion démographique pourtant la quantité d'eau est restée constante d'où la nécessité d'une gestion rationnelle de cette ressource.

En RDC, l'absence des données actualisées ne permet pas la gestion rationnelle de cette ressource en relation avec les enjeux actuels.

A contrario, les pays qui disposent de peu d'eau ou qui sont en déficit, qui ont peu de forêts et de faible diversité biologique s'organisent et créent des structures (CBLT, OMVS, IBN, ABN) destinées à la gestion durable de l'eau et de l'environnement.

Rapport général

Il a émis le vœu que cette réunion ne soit pas une de trop, mais celle d'un nouveau départ pour notre pays.

Les travaux se sont poursuivis pendant 3 jours avec six exposés.

III. Présentations

Exposé I : Le Professeur LUTUTALA MUMPASI, le Recteur de l'UNIKIN a d'abord rappelé que le concept de la mondialisation suppose que le pays soit ouvert au monde et vive en interdépendance avec les autres. La mondialisation ne concerne pas seulement l'économie mais aussi la culture, les ressources naturelles, l'éducation, etc.

Les ressources naturelles ne sont plus les propriétés exclusives du pays mais un patrimoine de l'humanité ; surtout quand elles font défaut dans les autres parties du monde ou qu'elles sont moins valorisées. Ainsi, un pays qui dispose de ressources devenant rares, est un pays très important sur le plan géostratégique et devra répondre à la fois à ses besoins mais également à ceux de l'humanité.

Il a ajouté qu'en 2025, 48 pays n'auront pas suffisamment d'eau soit 3 milliards d'habitants représentant 35 % de la population mondiale.

Cette situation de pénurie, capable d'engendrer des conflits, sera particulièrement aigue en Afrique et affectera même les voisins de la RDC notamment le Soudan, le Rwanda et le Burundi et aussi 8 pays de la SADC dont la RDC est membre

L'orateur a proposé 5 pistes de solutions :

- la bonne gouvernance de l'eau en RDC afin de mener une gestion rationnelle de la ressource ;
- la protection du barrage d'Inga ;
- le développement d'une expertise scientifique importante et variée au pays ;
- l'opération du choix entre réserver l'eau du Congo pour l'hydroélectricité ou exploiter l'eau aux pays nécessiteux ;
- le montage d'une structure de réflexion scientifique autour de l'eau ainsi il soutient l'idée du Centre International de l'Eau de Kinshasa.

La 2^e présentation, par le Prof. Félicien MITI, a plus tournée autour de la répartition et la disponibilité de l'eau sur la terre, qui est une source d'inquiétude. Sur base des données statistiques, il a démontré que l'eau douce disponible et accessible est très minime et mérite une gestion durable et rationnelle pour nous et les générations futures.

Afin de faire face aux problèmes spécifiques du bassin versant du Congo tels que l'urbanisation et l'érosion, l'orateur propose une gestion du bassin impliquant tous les savoirs et tous les éléments du cycle de l'eau : pluies, forêts, ...et surtout l'organisation d'une structure souveraine et indépendante capable de réfléchir scientifiquement autour des ressources en eau du fleuve Congo.

Rapport général

La 3^e présentation, par le Professeur LIASSA, de la Faculté Polytechnique et Conseiller au Cabinet du Ministre de l'Energie, a focalisé autour de « L'eau facteur socio-économique et énergétique de développement durable de la RDC et de la Sous-région »

Il a signalé que malgré l'instabilité apparente des autorités politiques à la tête du Ministère de l'Energie, la grande préoccupation reste celle de servir les populations congolaises en eau de qualité et en électricité.

Il a souligné la nécessité de concevoir une politique ou vision nationale de l'eau sur modèle de gestion centré autour de :

- une approche intégrée au lieu d'une gestion par secteur d'activités de l'eau ;
- une gestion durable de ressource en eau qui concilie l'homme et sa nature ;
- une gestion participative au lieu d'une gestion centralisée.

Le Professeur a terminé par un pertinent appel que déjà le secteur de l'électricité est libéralisé en RDC suivant ce modèle de gestion participative

La 4^e présentation du Professeur KIYOMBO présentée par le Chef des Travaux MUSEMA souligne que les eaux de surface constituent la principale source d'approvisionnement en RDC. Ces eaux sont très affectées par la pollution de diverses origines et nature et constituent le principal véhicule des agents pathogènes. La faible couverture d'eau traitée dans le pays, 45,7% seulement de la population servit par la REGIDESO, et le SNHR¹ et le manque de traitement d'eau à domicile et la négligence de l'observation des règles d'hygiène permettent le foisonnement des maladies hydriques dans notre pays.

Ces maladies hydriques infectieuses constituent un problème de santé publique et affectent particulièrement plus les enfants de moins de 5 ans.

Ainsi, il a formulé un certain nombre de recommandations notamment le renforcement des capacités de la RÉGIDESO et d'autres institutions devant contrôler la qualité de l'eau dans notre pays.

La 5^e présentation intitulée « l'eau, un enjeu vital pour les pays du Sud : Qualité de l'eau, développement technologiques et plate-forme technologique » par le Prof. Jean-Pierre SCHMIT, de l'Université du Québec, souligne la contradiction entre le potentiel hydrique de la RDC entre 7 à 8% de l'eau douce exploitable du monde et l'absence d'une eau de qualité accessible à la majeure partie de sa population.

Alors, a-t-il ajouté, la simple logique voudrait que l'on dispose entre autres : d'une connaissance approfondie de la disponibilité (Géographie, qualité...) de la ressource eau, d'un réseau efficace et fiable de distribution, des compétences et du matériel nécessaire pour être à même de répondre rapidement aux grandes questions du

¹ SNHR : Service National d'Hydraulique Rurale.

Rapport général

moment et de conseiller les autorités concernées en toute connaissance de causes, etc.

Ainsi, il a proposé les recommandations ci-après :

1. le besoin d'un organisme multidisciplinaire rassemblant la connaissance de la problématique et à même d'étudier et d'offrir des recommandations scientifiques rigoureuses et appropriées aux autorités concernées ;
2. le besoin d'un laboratoire central indépendant de niveau universitaire de contrôler la qualité de l'eau ;
3. le besoin de »normes « congolaises ;
4. le besoin d'une plate forme technologique qui ne pourra rendre les services attendus qu'au sein d'un organisme scientifique, rigoureux et indépendant.

Le 6^e exposé a consisté à la présentation du Centre : du contexte, des objectifs et de l'organigramme.

IV. Travaux en Plénière

Un débat général en table ronde a eu lieu après chaque présentation. Ainsi, avant d'amorcer les travaux en commission, le début général a suscité quelques questions de compréhension auxquelles les intervenants et les organisateurs de l'atelier ont réservé des explications appropriées.

V. Travaux en commissions

Les participants se sont répartis en deux groupes pour discuter ou répondre à deux préoccupations ; à savoir :

1. Que doit-être le Centre International de l'Eau de Kinshasa ?
2. Que doit faire le Centre?

A l'issu des discussions et des rapports de deux commissions, les recommandations suivantes ont été faites :

- les participants recommandent à l'UNIKIN de créer rapidement le Centre International de l'Eau de Kinshasa, CIEK en sigle, pour servir de pôle d'excellence pour le pays et un instrument d'ouverture Internationale ;
- les statuts du CIEK définiront le mode de fonctionnement de cette structure, ses objectifs et ses relations avec les autres partenaires ;
- les participants sont d'accord pour que la RDC parle d'une même voix en matière de gestion durable de l'eau ;
- l'atelier a levé l'option pour la rédaction du Livre Bleu de la RDC ;
- les participants recommandent de subordonner la signature de tout

Rapport général

- accord de transfert d'eau à l'étude préalable de l'impact de l'opération par les experts congolais ;
- les participants recommandent la publication rapide des actes de l'Atelier.

Fait à Kinshasa, le 2 février 2006

Les participants